

Premier scrutin législatif en neuf ans au pays du Cèdre

Liban Près de quatre millions d'électeurs sont attendus dimanche dans les isolements pour renouveler le Parlement.

Reportage Mélanie Houé
Correspondante à Beyrouth

Sous le regard des près de mille aspirants députés, dont les affiches de campagne au format XXL ont recouvert les façades des immeubles et les panneaux publicitaires à travers le pays, des véhicules diffusent à l'aide de haut-parleurs des slogans et des chants partisans à la gloire de leur candidat. La ferveur est palpable: des drapeaux et des bannières aux couleurs des différentes listes politiques fleurissent sur les capots des voitures, les poussettes des enfants et les vitrines des magasins. A la radio, à la télévision, dans les taxis, le scrutin de dimanche est sur toutes les lèvres. Et pour cause, c'est la première fois en neuf ans que les 3,7 millions d'électeurs libanais inscrits sur les listes électorales sont invités à renouveler leur Parlement.

En 2013, 2014 et en 2017, les députés sortants les avaient privés de leur droit de vote – base de tout régime démocratique, en repoussant systématiquement la date du scrutin. *"Il faut désormais saisir notre chance. Hier on n'avait pas d'alternative, aujourd'hui on n'a plus d'excuses !"*, lance Alexandre Salha, militant de LiBaladi. Son mouvement a fusionné sous la coalition du plus grand rassemblement d'indépendants du pays, "Koullouna Watani", pour former un bloc uni contre les partis politiques traditionnels libanais. Le vote d'une nouvelle loi électorale, en juin dernier, qui a aboli le système majoritaire en vigueur

au Liban depuis les années 1960 pour y introduire un mode de scrutin à la proportionnelle, soulève de vifs espoirs au sein de la société civile.

A quelques mètres d'Alexandre, Laury Hatayan, candidate LiBaladi sur la liste que "Koullouna Watani" présente dans la première circonscription de Beyrouth, distribue ses tracts de campagne aux passants place Sassine, dans l'est de la capitale. *"On vit un moment historique, insiste-t-elle. On a aujourd'hui l'opportunité d'entrer au Parlement pour y défendre notre projet."*

Besoin de la protection des partis

Dans un pays régi par un partage confessionnel du pouvoir, au bord de la faillite économique et où les services publics sont quasi inexistant, Laury Hatayan, 42 ans, veut se battre pour un Etat plus fort. Elle souhaite abolir la confessionnalisation de la vie politique qui d'après elle favorise le népotisme et le clientélisme.

D'après un rapport de l'ONG Transparency International publié en février, le Liban est le 143^e pays sur un classement de 180, où la perception de la corruption est la plus forte. *"Les politiciens en place renforcent volontairement cette logique de clans religieux en jouant sur les peurs pour asservir les Libanais"*, estime la candidate.

Sur le terrain, les idées de Laury rencontrent certains échos mais la jeune femme se retrouve souvent confrontée à la résignation des électeurs.

"On en a marre", lui rétorque un père de famille avec qui elle a engagé la conversation. *"Ce n'est pas que j'ai quelque chose contre vous mais à quoi bon ! On ne gagne jamais rien au final, nous sommes tous anesthésiés."* Un peu plus loin, Fouad, 58 ans, écoute l'échange. *"Ce sont sûrement de bons candidats, ils sont honnêtes mais*

dans notre pays, on ne peut pas voter pour ces gens", souligne-t-il. *"Il y a trop de conflits dans la région, on a besoin de nos partis pour être protégés."*

Laury ne se décourage pas pour autant. Déterminée, elle tente de rassurer son auditoire. *"Pourquoi vous inquiéter ? On connaît le bilan de nos politiciens, cela fait 40 ans qu'ils sont au pouvoir. On ne pourra pas faire pire qu'eux !"*, assène-t-elle.

La culture du bastion

La structuration de la société en communautés religieuses a renforcé la figure du chef au Liban. La culture du bastion y est très ancrée. A tel point que dans certains quartiers, des candidats indépendants ayant formé des listes d'opposition au leader local ont été la cible d'agressions au cours de la campagne électorale.

C'est le cas de Khoulood Wattar, en lice dans la deuxième circonscription de Beyrouth. *"On a été attaqué"*, raconte-t-elle. *"Un de mes colistiers a été poussé dans les escaliers et son fils blessé au visage parce qu'il a refusé de retirer son affiche de campagne qu'il avait accolée à son immeuble de Tariq el-Jdide"*, un des fiefs du Courant du futur, le parti du Premier ministre Saad Hariri.

"Il faut être conscient que la société libanaise demande, réclame et produit elle-même les élites qui sont à sa tête. Les mêmes personnes qui entre deux élections se plaignent du système revotent pour les mêmes candidats non pas parce qu'ils sont forcés mais parce qu'ils font des calculs rationnels d'intérêts", rappelle le politologue Joseph Bahout qui refuse de voir dans ces intimidations le signe d'un frémissement de la classe politique en place, qui se sentirait menacée par la loi électorale qu'ils ont eux-mêmes votée.

Laury Hatayan, elle, ne veut pas croire en ce tableau. La candidate préfère rester positive. Consciente que la société civile ne sera pas majoritaire demain au Parlement, elle a cependant bon espoir que sa liste y décroche, dimanche soir, un à trois sièges et devienne l'acteur d'un nouveau politique au Liban.

3,7

millions d'électeurs

Les Libanais inscrits sur les listes électorales sont invités dimanche à renouveler leur Parlement.